

# LES GAFAM ET LE POUVOIR POLITIQUE

## Les algorithmes, représentants du peuple ?

Quel pouvoir d'influence ont aujourd'hui les GAFAM sur la sphère politique ? Cette question, souvent appréhendée à travers le prisme des données numériques et de leur traitement, reçoit dans cette analyse une réponse qui veut plutôt éclairer l'impact directement gouvernemental et étatique des pratiques des ces grandes sociétés technologiques de la Silicon Valley. Alors que les États demeurent le seul lieu possible pour réguler l'expansion de leur activité et de leur monopolisation du marché numérique, les GAFAM œuvrent quotidiennement à imposer à ces derniers leur façon de faire et leur idéologie, dans l'évitement presque complet d'un contrôle démocratique des politiques numériques qui en résultent. Les GAFAM ont désormais un pouvoir de nuisance équivalent à celui de Wall Street, mais parviennent à rester sympathiques aux yeux d'une part très importante de la population. L'analyse propose de penser quel rôle peuvent jouer les citoyens et les associations pour changer cet état de fait.

UNE PUBLICATION ARC - ACTION ET RECHERCHE CULTURELLES ASBL



# 02

Analyse

2020

NICOLAS  
MARION

SOCIÉTÉ  
NUMÉRIQUE

PROBLÈME  
CRITIQUE



## INTRODUCTION

---

La puissance d'action des sociétés internationales désignées sous l'acronyme GAFAM – Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft – fait aujourd'hui l'objet d'un consensus : elle est indiscutable, explicite et incontournable. La configuration du capitalisme apparaît, en 2020, indissociable de cet oligopole digital qui occupe le quotidien des individus connectés (même si, avec le temps, de nouveaux acteurs du marché numérique devraient être ajoutés à cette liste, tels Netflix, Uber, etc.) Bien plus que d'être « seulement » des entreprises extrêmement rentables, et en deçà de la question de leur participation essentielle au devenir sécuritaire du capitalisme que l'on subit aujourd'hui, les GAFAM exercent une influence déterminante sur la façon même de penser et de modéliser des choses comme une entreprise, un événement, une communication, mais aussi des choses plus politiquement fondamentales telles que l'État, les services publics, les idéologies gouvernementales (soit les principes au nom desquels on se propose de penser ce qu'est un gouvernement). À peu de choses près, plus que d'être l'objet de régulations politiques, les GAFAM concourent désormais à déterminer la manière même dont est pensée la *régulation* du marché digital, et donc les formes de la régulation elle-même.

De cette façon, le rapport entre les GAFAM et le pouvoir politique est aujourd'hui devenu une question de premier ordre. La présente analyse se propose de montrer cet état de fait et d'en tirer des conclusions sur l'importance et l'urgence d'une éducation politique aux enjeux numériques contemporains. Elle n'a pas, en revanche, vocation à être exhaustive sur la question, mais seulement à donner au profane une idée des défis fondamentaux dont le champ numérique est le terrain, et qui – nous pensons – doivent impérativement devenir l'objet d'une réelle appropriation populaire. Compte tenu de l'étendue de la problématique, le présent texte s'inscrit dans un travail plus large qui nécessitera des analyses supplémentaires. Cela étant dit, aux fins de cette introduction, nous aimerions nous concentrer ici sur quelques aspects fondamentaux de la problématique : d'abord l'émergence des « États-plateformes », ensuite le lobby sur les politiques digitales, en particulier envisagé depuis la construction idéologique de la Silicon Valley. Nous tenterons, à partir de ces différents points, de faire ressortir l'urgence politique que nous impose la situation : celle de faire du numérique et de la digitalisation des problématiques populaires, politiques et inévitables pour qui souhaite défendre ce qui reste de démocratie dans l'espace mondialisé du capitalisme. En ce sens, ce texte s'adresse prioritairement bien que pas exclusivement à tous les porteurs potentiels d'une politisation plus franche des questions numériques (les militants, les collectifs citoyens, etc.), et en particulier aux acteurs et actrices du secteur associatif qui sont actifs dans

ces problématiques. En dernier recours, cette analyse désire confronter les porteurs, au niveau des politiques publiques, de l'agenda numérique, et s'adresse donc – indirectement – au champ politique lui-même.

## DE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE À PRINCIPE STRUCTUREL DE L'ÉCONOMIE

Barbara Cassin rapportait, dans son étude sur Google en 2007, une étrange citation de l'entreprise de Mountain View à propos de *PageRank*, son système algorithmique de classement des pages web (soit ce qui permet à Google de fournir le « meilleur » résultat aux requêtes de ses utilisateurs) :

PageRank est un champion de la démocratie : il profite des innombrables liens du Web pour évaluer le contenu des pages Web – et leur pertinence vis-à-vis des requêtes exprimées. Le principe de PageRank est simple : tout lien pointant de la page A à la page B est considéré comme un vote de la page A en faveur de la page B. Toutefois Google ne limite pas son évaluation au nombre de « votes » (liens) reçus par la page ; il procède également à une analyse de la page qui contient le lien. Les liens présents dans des pages jugées importantes par Google ont plus de « poids » et contribuent ainsi à « élire » d'autres pages.<sup>1</sup>

Cette citation relativement datée atteste d'une logique qui reste d'une parfaite actualité dans le numérique selon Google aujourd'hui, même si depuis s'est ajouté au *principe d'autorité* défini ci-dessus un *principe d'efficacité*, basé sur l'apprentissage algorithmique (*machine learning*) des choix et jugements faits par l'utilisateur lui-même (la recherche renvoie le résultat le plus susceptible de correspondre à ce que l'utilisateur « veut » voir/trouver, et cela sur base de ses précédents choix et des choix similaires faits par les autres utilisateurs). Mais, en restant sur la question de la détermination de l'*autorité*, la logique que suppose *PageRank* est qu'un positionnement central dans le réseau internet dépend d'un score d'autorité établi par la quantité des liens pointant vers la page évaluée, et ce indépendamment du contenu de la page elle-même. Bien entendu, les pages déjà « élues » à l'intérieur du système de Google ont plus de poids que les autres (une page ayant de l'autorité au sens du moteur de recherche confèrera davantage d'autorité en établissant un lien avec une autre page). L'idée, plutôt élémentaire, qu'être au centre d'un tissu important de liens confère une forme d'autorité va néanmoins devenir, dans notre contexte d'un capitalisme digitalisé (suivant l'approche choisie, on parle aussi de capitalisme *cognitif*, de capitalisme de *plateforme*, de capitalisme des *réseaux*, etc.), absolument

1. « Pourquoi Google ? », cité par CASSIN, B., *Google-moi : la deuxième mission de l'Amérique*, Paris, Albin Michel, 2006, p.103.

fondamentale, notamment dans tous les processus de socialisation rendus possibles par les réseaux sociaux. Le concept d'autorité ici défini ne va donc évidemment pas manquer d'impacter le champ politique.

En effet, cette approche somme toute schématique du *PageRank* de Google, étrangement décrite par ses concepteurs dans des termes explicitement politiques (« démocratie », « vote », « élire »), fait elle-même référence à ce que l'informaticien Jon Kleinberg, l'inventeur de l'algorithme HITS<sup>2</sup>, écrivait de la question de l'autorité des sources dans un contexte d'hyperliens (soit, dans le contexte du World Wide Web) :

Les hyperliens encodent une somme considérable de jugements humains latents, et nous prétendons que ce type de jugement est précisément ce qui est requis pour formuler une notion d'*autorité*. Spécifiquement, la création d'un lien sur le *www* représente une indication concrète du type de jugement suivant : le créateur de la page *p*, en incluant un lien vers la page *q*, a d'une certaine façon conféré de l'autorité à *q*. Qui plus est, les liens nous donnent l'opportunité de découvrir des autorités potentielles par le truchement unique des pages qui pointent vers elles.<sup>3</sup>

Que peut-on tirer de cette micro-généalogie du principe présidant à l'efficacité de l'algorithme ayant rendu Google si puissant et populaire ? D'évidence, on y voit formulée de façon très pure une hypothèse politique devenue dominante non seulement dans l'idéologie propre de la Silicon Valley mais dans le champ politique général de nos sociétés digitalisées : d'abord, une puissance/une autorité peut se « découvrir » par l'unique « truchement » des liens qui renvoient vers elle et, ensuite, établir un lien entre une chose et une autre peut être assimilé à un jugement humain effectif (par exemple, s'abonner à une page peut être assimilé à un jugement ou un vote pour cette page, retweeter un tweet est assimilable à un jugement ou à un vote), et ce indépendamment des variations du contenu des jugements (il n'est pas important de savoir si l'abonnement à une page vise à analyser, à critiquer ou à soutenir cette même page). Et dès lors que l'organisation de ce réseau de liens dépend d'un acteur plus puissant que les autres (comme c'est le cas de Google), cet acteur peut être lui-même l'autorité qui va influencer ces puissances/autorités « découvertes » par le tissage des hyperliens pointant vers elles. Autrement dit, la capacité à *intervenir sur* et à *orienter* le traitement de l'information va devenir un pouvoir politique absolument majeur, dont les GAFAM vont se faire les intermédiaires privés de premier plan.

Thomas Berns a bien analysé la puissance symbolique de cette

2. Algorithme permettant de mesurer l'autorité d'une page Web, et considéré comme précurseur de PageRank.

3. KLEINBERG J., 1998, "Authoritative Sources in a Hyperlinked Environment", *Proc. 9th ACM-SIAM Symposium on Discrete Algorithms*, 1998, p.2. Disponible en ligne : <https://www.cs.cornell.edu/home/kleinber/auth.pdf>

méthode de pouvoir en expliquant de quelle façon elle parvient à se présenter comme légitime parce qu'elle serait prétendument éloignée de toute intervention subjective. Dans cette perspective, la gouvernementalité algorithmique consisterait à puiser dans la texture du réel lui-même les normes qui organisent la société, agissant ainsi comme une « saisie immédiatement objective de la multiplicité du réel, respectueuse de la diversité des besoins les plus singuliers »<sup>4</sup> : les normes (soit ce qui est légitime ou non, ce qui est pertinent/intéressant ou non, ce qui est influent ou non, etc.) qui organisent la société seraient devenues objectivement « lisibles » grâce la puissance de calcul des algorithmes (cela revient, au fond, à dire « le réel est la norme et nous pouvons/sommes les meilleurs pour le lire »). En d'autres termes, la leçon politique de *PageRank* serait de montrer qu'il suffit de repérer dans « la multitude » (nous reviendrons sur ce terme) les puissances qui s'en dégagent et de tirer des multiples « votes » dont ces dernières sont l'objet la légitime expression d'une autorité « naturelle ».

[...] les normes au sens large parviendraient désormais à émerger du réel lui-même, le plus quotidien, le plus variable, le plus composite, sans réclamer l'expression antérieure d'un projet, d'une hypothèse, sans non plus être marquées par la subjectivité de celui qui nourrit les normes par les informations qu'elles brassent, et enfin sans non plus travailler directement ceux qui les subissent.<sup>5</sup>

Mais, Thomas Berns précise d'emblée :

Ceci est bien entendu une fiction : les normes n'émergent pas spontanément du réel ! Comme ne cessait de le répéter Alain Desrosières, « les données ne sont pas données », elles ont un coût, elles sont fabriquées, conventionnelles. Bref, il y a toujours un amont à leur mise en disponibilité. Ensuite, elles sont triées et, bien sûr, il y a des hypothèses statistiques qui permettent la production de corrélations. Derrière ces hypothèses, il y a des ingénieurs, et derrière eux il y a des intérêts économiques, des rapports de forces, des modes...<sup>6</sup>

Si cette forme idéologique, soit la pensée d'une forme de « démocratie » digitale entièrement fondée sur le spectre des hyperliens et sur les données fournies par leur utilisation, ne devait être qu'un simple *business model* des entreprises dominantes de la Silicon Valley, sa portée politique serait somme toute plus locale que ce que nous pouvons observer aujourd'hui. Mais, sans que nous fournissions ici le détail de cette transformation, l'économie capitaliste est aujourd'hui fortement déterminée par l'économie numérique, et cette évolution induit que ce pouvoir algorithmique est passé du statut de simple technologie informatique au statut de *principe structurant de l'économie*. Au même titre, les organismes qui dominent le développement de ces technologies – les GAFAM en l'occurrence – sont devenus

4. BERNIS, T., « Sortir de la répétition de la gouvernementalité algorithmique », dans STIEGLER, B. (dir.), *La toile que nous voulons*, Limoges, Éditions FYP, 2017, p.81.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

des architectes incontournables de l'économie capitaliste 2.0. Nick Srnicek l'exprime avec justesse lorsqu'il écrit :

[L]'économie numérique apparaît comme un phare dans un contexte économique autrement stagnant. Ensuite, l'économie numérique gagne systématiquement en importance, dans le monde de la finance par exemple. Du fait de l'omniprésence grandissante de son infrastructure dans l'économie actuelle, son effondrement aurait sans doute des conséquences dramatiques. Enfin, en raison de son dynamisme, l'économie numérique est perçue comme un modèle pouvant donner une nouvelle légitimité au capitalisme actuel dans son ensemble. L'économie numérique s'apprête à devenir hégémonique : on attend des villes qu'elles deviennent intelligentes, des entreprises qu'elles soient révolutionnaires, des travailleurs qu'ils soient flexibles et des gouvernements qu'ils soient raisonnables et discrets.<sup>7</sup>

Cette hégémonie, en gestation depuis un peu plus d'une vingtaine d'années, se voit désormais – nous allons tenter de le montrer – implémentée et concrétisée à l'intérieur même des États, fournissant ainsi aux GAFAM une force d'intervention politique jusque-là inégalée. Le plus étonnant, c'est que cette hégémonie de plus en plus affirmée n'est presque jamais un sujet central dans les périodes électorales, dans les programmes des partis, dans les luttes anticapitalistes les plus en vue, etc. Or, l'État-plateforme n'a déjà plus rien d'une fiction.

## L'ÉTAT-PLATEFORME ET SES « INFLUENCERS »

En 2012 paraît en France un livre intitulé *L'âge de la multitude : Entreprendre et gouverner après la révolution numérique*<sup>8</sup>. Il est censé décrire dans le contexte français les conséquences de la révolution numérique sur l'économie et la politique et ouvrir le chantier de la grande transformation qu'implique cette même révolution. Écrit par Nicolas Colin, issu de l'inspection de finances et pendant un temps membre de la *Commission nationale de l'informatique et des libertés*, et par Henri Verdier, notamment nommé en 2018 « Ambassadeur pour le numérique » par Emmanuel Macron – confirmant par-là l'importance de leur approche dans le chantier politique de la digitalisation en France –, il déploie, dans une vision extrêmement techno-enthousiaste, sinon utopiste, l'hypothèse centrale suivante :

La principale dimension de la révolution numérique est la puissance désormais à l'œuvre à l'extérieur des organisations, la puissance des individus éduqués, outil-

7. SRNICEK, N., *Capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique*, Montréal, Lux Éditeur, 2018, p.11.

8. COLIN, N., VERDIER, H., *L'âge de la multitude : Entreprendre et gouverner après la révolution numérique*, Paris, Armand Colin, 2012. [Version électronique EPUB]

lés, connectés, la puissance de ce que nous appelons la *multitude*. Parce qu'elle leur est extérieure, cette puissance échappe aux organisations. Parce qu'elles doivent apprendre à capter cette puissance, les organisations vont devoir apprendre à concevoir de nouvelles stratégies et à en assumer les conséquences radicales.<sup>9</sup>

Les deux auteurs plaident en faveur d'une capitalisation des ressources incarnées et produites par la « multitude » (soit le peuple au sens large, augmentée des institutions publiques et de la société civile), au travers de structures qui en permettent la valorisation, soit les « plateformes » (numériques). Ce que les auteurs nomment ici « la multitude » est un détournement quelque peu cynique du concept marxiste portant le même nom de Hardt et Negri (explicitement cités). Ce concept, chez ces derniers, désigne la masse des individus-producteurs exploités dans le capitalisme de contrôle mondialisé (« l'Empire »<sup>10</sup>), masse capable de constituer le nouveau sujet politique à partir duquel penser la résistance à l'empire autant que le devenir révolutionnaire contemporain. Dans *L'âge de la multitude*, il s'agit plutôt de faire de cette masse une ressource valorisable, « un nouvel *actif immatériel*, largement aussi important que les actifs matériels (bâtiments, machines) ou immatériels traditionnels (propriété intellectuelle, marques et brevets) »<sup>11</sup>. En peu de mots, les deux auteurs entraperçoivent dans les modèles de valorisation économique qu'utilisent les grandes plateformes numériques notamment élaborées par les GAFAM (mais aussi par des entreprises telles qu'Uber) une option incontournable du devenir de l'État français.

Sont très tôt décrites dans le livre « quatre options [fondamentales] » qui devraient s'imposer à toutes les organisations en lien avec le fameux pouvoir de la multitude :

- S'imposer dans la multitude, grâce à la puissance de leurs *applications*, fondée sur la force de leur *proposition* et de leur *design* ;
- Devenir *sensitives*, agiles, réactives, notamment en recueillant les traces d'utilisation de leurs applications ;
- Se transformer en *plateformes*, c'est-à-dire mettre à disposition des ressources pour inciter d'autres à designer les applications, à devenir, en quelque sorte, leurs *sur-traitants*.
- Devenir de *nouvelles plateformes*, comme celles de Facebook ou de Wikipédia, celles dont le design organise la circulation de valeur entre les utilisateurs eux-mêmes, mobilise le désir de contribution, pour capter le maximum de la puissance créatrice de la multitude.<sup>12</sup>

9. *Ibid.*, p.16

10. HARDT, M., NEGRI, A., *Empire*, Paris, Exils (coll. 10|18), 2000.

11. COLIN, N., VERDIER, H., *L'âge de la multitude*, *Op.Cit.*, p.17.

12. *Ibid.*, p.12.

Chacune de ces options mériterait une analyse complète, mais nous nous contenterons d'en commenter la portée en matière de pratiques gouvernementales. On pourrait croire que ces conseils ne s'appliquent qu'aux entreprises mais les auteurs s'empressent de compléter leur proposition par ce propos très instructif :

Avec l'émergence du réseau Internet, qui transforme le désir de création des individus en puissance de la multitude, c'est la société tout entière qui s'organise désormais autour des systèmes d'information. Le rapport au système d'information global devient donc *politique*. Ce changement économique et social radical dépasse les frontières de l'économie numérique. Pour garantir que les premiers innovateurs ne nuisent pas à la créativité des suivants, pour asseoir l'action de l'État sur les nouveaux processus de création de valeur, pour proposer aux citoyens des relations et des services de qualité qu'ils sont désormais en droit d'exiger, la révolution numérique doit déboucher sur une révolution politique : c'est au tour de l'État d'apprendre à se penser comme plateforme.<sup>13</sup>

Le programme politique formulé ici est relativement sans appel et confirme l'importation en Europe d'une mentalité caractéristique de la *Silicon Valley*, faisant de la *success story* de la disruption du marché par les GAFAM la perspective politique inévitable d'une nouvelle ère politique, allant ailleurs jusqu'à comparer ces dernières à des « Scythes insaisissables », similaires aux peuples des invasions barbares qui « ébranlent l'ordre économique ancien, incapable de s'adapter à leurs stratégies, à leurs méthodes et même à leurs ambitions »<sup>14</sup>. Cette rhétorique est presque intégralement empruntée aux référentiels culturels dominants de l'industrie numérique dominante aux USA, et plus particulièrement à Tim O'Reilly, pape intellectuel de la *Valley*<sup>15</sup>, créateur des expressions *web 2.0* et *government 2.0*, et auteur d'un article influent (notamment à l'époque de l'administration Obama) intitulé « Government as a platform »<sup>16</sup>. Y sont développées toutes les idées dont nos deux auteurs tentent une transposition adaptée au contexte français. Dans un cas comme dans l'autre sont posées comme des axiomes politiques l'exploitation des contributions externes de la multitude (soit le renforcement de l'idée fortement connotée du *participatif* et des valorisations possibles de la « participation citoyenne ») et la compréhension du modèle des plateformes numériques comme un modèle quasi-naturel de *gouvernement* : l'État-plateforme, « c'est le gouvernement dépouillé jusqu'au noyau,

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*

15. Voir à ce propos CHAFKIN, M., « The Oracle of Silicon Valley », dans *Inc.* [En ligne], publié 01/05/2010. URL : <https://www.inc.com/magazine/20100501/the-oracle-of-silicon-valley.html>

16. O'REILLY, T. « Government as a platform », dans LATHROP, D., RUMA, L., *Open Government. Collaboration, transparency, and participation in practice*, Sebastopol, O'Reilly Media, 2010, pp.11-41.

comme s'il était découvert et repensé pour la première fois »<sup>17</sup> déclare sans ambages O'Reilly.

Imaginer l'État comme une plateforme numérique dont les citoyens sont à la fois les utilisateurs et les contributeurs, à l'instar du « gouvernement 2.0 » d'Obama ou de la « startup nation » d'Emmanuel Macron, est une idée qui consacre un certain nombre d'acteurs de la sphère économique du numérique comme les concepteurs de fait et de droit de l'orientation digitale que doivent prendre les sociétés connectées d'aujourd'hui. Cette idéologie consacre ces sociétés comme les seules à mêmes de déterminer une politique digitale à travers une double reconnaissance. Dans un premier temps, celle d'être les *experts* de leur activité économique propre ; activité au sein de laquelle elles occupent des positions de *monopole naturel* qui ne sont pourtant jamais questionnées pour d'autres raisons que pour des motifs économiques. Mais – par extension – elles sont aussi reconnues comme les experts d'une transformation sociétale globale dont elles sont, par le fait, devenues les architectes. Dans cette perspective, les industries numériques dominantes (GAFAM et associées) fournissent les structures qui assurent la médiation entre la fameuse multitude et ceux qui ont titre à l'exploiter, mais dans le même mouvement, elles se sont constituées comme les interlocutrices privilégiées et incontournables des politiques supposées encadrer leur activité économique, politique, sociale et culturelle. Dans les mots d'O'Reilly, il ne s'agit plus seulement pour ces services numériques de faciliter, par leurs différentes fonctionnalités, la course électorale des prétendants au pouvoir politique, « but to help them do a better job »<sup>18</sup>. Littéralement : les aider à faire un meilleur boulot.

Force est de constater combien ces acteurs privés ont gagné, aujourd'hui, une centralité politique absolument fondamentale. D'une certaine façon, les industries de la *Silicon Valley* ont étendu le concept d'autorité que nous mettions précédemment en évidence à la manière même dont la politique se pratique dans l'espace mondialisé et réticulaire du capitalisme contemporain. Et ce sans qu'à aucun moment, ou si rarement, cette position structurelle dans l'économie-politique globale soit devenue l'objet des discussions politiques usuelles des citoyens quand ils se rapportent à leurs dirigeants : il est très rare, en période électorale, que les candidats soient interrogés de façon critique sur leurs choix en matière de politique numérique. Mais, bien plus, cette absence de débat politique autorise une étrange tolérance à l'ingérence de ces sociétés dans le champ politique des États. Nous avons déjà exposé, à l'occasion d'un précédent article, l'ingé-

---

17. *Ibid.*, p.11.

18. *Ibid.*, p.11.

rence massive du privé dans la construction de la politique digitale belge<sup>19</sup>, conduisant le ministre en ayant la charge à accueillir des représentants de Microsoft et de Google dans son *Digital Minds*<sup>20</sup>, soit dans l'équipe de consultants formée pour élaborer la stratégie politique de l'agenda numérique belge. Beaucoup d'exemples du même type existent en Europe. Qu'il suffise de citer la participation, via Henri Isaac, du think tank *Renaissance numérique* au Conseil National du numérique en France, ce think tank étant un « organe de réflexion » financé à 66% par les gros donateurs suivant : BNP Paribas, Facebook France, Google France, La Poste, Les Mousquetaires, Microsoft France, Orange, SAP. Nous pouvons aussi, à la manière de Marie Alauzen, réfléchir sur l'importance symbolique des services proposés par les GAFAM quand il s'agit de penser les services digitaux de l'État public : « [la stratégie de l'État plateforme] s'est matérialisée [...] dans une quête d'alignement sur les industries numériques de plateforme (Facebook, GitHub, Google) »<sup>21</sup>, nous dit-elle. Ce fut par exemple le cas pour le bouton d'identification *FranceConnect*, massivement inspiré par le système du même type développé par Facebook, *Facebook Connect*<sup>22</sup>. Au rêve d'un Internet comme lieu d'une gouvernance décentralisée et impossible à uniformiser, la convergence des intérêts de l'oligopole des GAFAM avec ceux des États-plateformes en devenir a ainsi substitué la vision d'un internet indéniablement pré-façonné par une poignée d'acteurs le dominant, et qui sont parvenus à se faire les interlocuteurs privilégiés de ce qui pourrait permettre de réguler leur intervention.

## CONCLUSION

L'espace qui nous est alloué dans cette analyse ne nous permet pas d'explicitier exhaustivement les enjeux qu'incarne chaque élément ici détaillé, et nous sommes conscients que chaque argument ici évoqué mériterait d'être déployé d'une façon beaucoup plus étayée. Il nous faut nous contenter d'indiquer dans quelle mesure notre hypothèse de l'intrication de plus en plus forte de l'idéologie portée par les GAFAM et de la politique digitale menée à travers différents pays doit nous encourager à changer de réflexes

19. Voir MARION, N., « De la puissance du privé dans l'agenda numérique belge », dans *Bruxelles-Laique échos*, 2018 (4ème trimestre), n°103, pp.31-36.

20. Voir en ligne : <http://digitalbelgium.be/fr/digital-minds/>

21. ALAUZEN, M., « L'État plateforme et l'identification numérique des usagers. Le processus de conception de FranceConnect », dans *Réseaux*, 2019|1, n°213, p.216.

22. *Ibid.*, pp.211-239.

éducatifs quant aux questions touchant à la société numérique. En effet, s'il devient de plus en plus évident que le développement de la digitalisation à échelle sociétale produit une forme d'exclusion qui demeurerait jusqu'il y a peu trop peu pensée (c'est le thème de la fracture numérique), l'idée que le champ politique doit, désormais et plus que jamais, rendre compte de ses choix en matière de politique numérique n'a toujours rien d'une évidence. La critique du pouvoir charrié par les GAFAM existe, et elle fait l'objet d'un vaste travail d'éducation permanente mené par les militants du logiciel et de la culture libre, mais sans jamais ou trop peu toucher la question politique de l'État dans son devenir digital. En outre, la mise en évidence d'une forme idéologique – structurée dès la conception des algorithmes dominants – et d'un pouvoir d'intervention lui correspondant (par un lobbying et un pouvoir de plus en plus important des GAFAM sur les instances supposées orienter leur régulation) ne fait pas encore l'objet de pratiques quotidiennes dans les secteurs d'activités critiques tels que ceux portés par certaines associations socio-culturelles (en Belgique comme en France). Or, comme l'a explicité en détail Morozov,

L'ascension mondiale rapide de la Silicon Valley a quasiment détruit la vision dépassée selon laquelle les gouvernements sont les véritables maîtres de l'univers, les entreprises étant de simples serviteurs de la société, tenues par des règles et des réglementations. Autrefois industrie de taille moyenne dans l'ombre des véritables géants de l'économie productive et de la finance, la Silicon Valley abrite aujourd'hui le secteur le plus puissant de l'économie mondiale, les cinq sociétés les plus rentables du monde étant toutes des sociétés technologiques.<sup>23</sup>

Toujours suivant les mots de Morozov, si Wall Street est profondément inscrite dans les représentations collectives courantes comme l'expression d'un pouvoir politique très puissant, influent et nocif pour la sauvegarde de la démocratie, les GAFAM semblent se remettre sans difficultés des pourtant gravissimes reproches qui leur sont couramment adressés :

La différence réside dans la façon dont le public perçoit les deux industries. Tandis que Wall Street est devenue le fléau du mécontentement public, symbole de la corruption institutionnelle et synonyme de pratiques prédatrices et d'exploitation, la Silicon Valley est une véritable industrie « Téflon », de la même façon que Ronald Reagan était surnommé le président « Téflon » : peu importe la quantité de saleté que vous lui lancez, rien ne semble lui coller à la peau.<sup>24</sup>

Les GAFAM ont en effet cette puissante rhétorique idéologique qui consiste à relativement bien masquer l'intérêt directement financier de leur développement au profit d'un discours très orienté sur l'*amélioration potentielle* du monde et de son fonctionnement (ainsi qu'en témoigne le développe-

23. MOROZOV, E., « Émergence d'un État-providence néolibéral », dans STIEGLER, B. (dir.), La toile que nous voulons, Op.Cit., p.46.

24. Ibid. pp.46-47.

ment de l'idée d'un État-plateforme) : il s'agit toujours de déclarer qu'en matière d'*autorité* et d'*efficacité*, les entreprises de la Silicon Valley sont au premier plan (et par-là même, que ces deux valeurs sont l'alpha et l'oméga de la « nouvelle politique »). Et, de fait, en plus d'une puissance financière rarement égalée, ces entreprises acquièrent de jour en jour une capacité d'intervention et de négociation de moins en moins contrôlable au sein des États. Face à l'émergence d'une telle capacité d'influence, comment se positionner comme acteur d'éducation populaire ? Comment faire droit, par exemple, à la nécessité de lutte contre les exclusions numériques, dès lors que l'inclusion semble tendre à renforcer le pouvoir (dont on a d'ailleurs montré combien il se prétend fondé sur l'exploitation de la « multitude » et qui rêve donc d'être le plus « inclusif » possible) des sociétés à l'égard desquelles ne s'exerce actuellement qu'une très faible opposition politique<sup>25</sup> ?

Cette puissance politique des GAFAM n'a pourtant rien d'une fatalité. Elle se conteste d'abord par un vaste travail d'information et de déconstruction (dont les ateliers numériques présents dans le champ associatif pourraient, en plus des écoles, être un excellent moteur). La lutte s'envisage aussi par un travail de créativité pratique et intellectuelle à notre avis trop peu considéré aujourd'hui, et qui consiste à penser le devenir digital de l'État public et de ses services hors des termes qu'impose l'hégémonie de la Silicon Valley sur ces questions. Car s'il y a bien un problème à voir des oligopoles numériques s'accaparer la puissance technologique des derniers développements de l'informatique et de l'électronique, il existe néanmoins tout un chantier de réflexion sur les alternatives à proposer pour un bon usage des algorithmes, des données, des capteurs, des plateformes, etc. Ce chantier, pour ne pas le voir abandonné aux seules ambitions technocratiques, peut et devrait – lui aussi – être engagé au cœur de la population, et auprès de ceux qui sont le plus éloignés des effets de la digitalisation et de leur compréhension. Enfin, il conviendrait de mener systématiquement des campagnes visant à confronter les pouvoirs politiques et à les obliger à se prononcer sur ces enjeux : la forme d'omerta radicale – souvent liée, par

25. Une « association » comme SOCIALWare est intéressante à ce titre. Elle a, via un système de subventionnement particulier, « pour but d'équiper les associations de la technologie dont elles ont besoin pour réaliser leur mission ». Elle fournit donc des accès et des licences à prix très réduits, permettant aux asbl de s'équiper à peu de frais en technologies privatives, soit de s'équiper chez « Adobe, Autocad, Cisco, Google, Microsoft, Symantec, et bien d'autres » (voir en ligne : [https://www.socialware.be/fr/about-pngo\\_FR](https://www.socialware.be/fr/about-pngo_FR)). SOCIALWare est l'antenne belge du réseau mondial TechSoup, forme de réseau philanthropique visant des objectifs similaires, soit la diffusion des outils numériques privatifs dans le secteur civil et non-marchand. Ce réseau fournit « à près de 650.000 organisations [dans le monde] les outils dont elles ont besoin pour mener à bien leur mission sociale et [la livre] des outils et services pour une valeur cumulée de plus de 5 milliards \$ US. » (voir en ligne : <https://www.socialware.be/fr/about-techsoup>). Autant dire que l'implication associative représente un intérêt non négligeable pour les GAFAM et les industries technologiques en général.

ailleurs, à une incompétence extrême des hommes et femmes politiques en matière de problématiques numériques – entretenue sur les choix portés par les gouvernements en matières numériques contribue massivement à autoriser la situation que nous avons ici décrite. À nouveau, le tiers-secteur associatif constitue à nos yeux un excellent lieu pour de telles démarches, surtout quand ce dernier se positionne et revendique le rôle d'interpellateur des pouvoirs publics et d'éducateur politique de la population.

# 2020

L'ARC – Action et Recherches Culturelles asbl – s'est donné pour mission de contribuer à la lutte contre les inégalités et d'oeuvrer à la promotion et à la défense des droits culturels.

À travers notre travail d'éducation permanente, nous entendons participer à la construction d'une société plus humaine, démocratique, solidaire et conviviale. Offrir à notre public les outils de son émancipation, permettre à chacun de gagner en autonomie et en esprit critique, inviter tout un chacun à prendre une part active à la société sont autant de défis que nous tentons, avec d'autres, de relever.

Ce travail passe par des projets et animations développés sur le terrain, mais aussi par des publications qui proposent une analyse des enjeux, une sensibilisation à certains facteurs d'exclusion, un encouragement à l'engagement citoyen, des clés de compréhension.

---

Vous souhaitez contribuer à nos débats et enrichir nos réflexions ?

Contactez-nous par mail : [recherche@arc-culture.be](mailto:recherche@arc-culture.be)



Editeur responsable : Jean-Michel DEFAWE | ARC asbl - rue de l'Association 20 à 1000 Bruxelles

Toutes nos analyses sont disponibles en ligne sur [www.arc-culture.be/analyses](http://www.arc-culture.be/analyses)

# O2

Analyse

2020

“

Les GAFAM ont en effet cette puissante rhétorique idéologique qui consiste à relativement bien masquer l'intérêt directement financier de leur développement au profit d'un discours très orienté sur l'amélioration potentielle du monde et de son fonctionnement (...)

arc